



Perspectives du Comité Russell

Jean-Pierre FAYE

Les développements de ces derniers mois au Portugal font percevoir clairement les effets d'une ligne social-démocrate caractéristique. Et à l'exception du Pasok grec, par la voix d'André Papandréou, et du groupe Tribune en Angleterre, aucune des forces qui se disent « socialistes » — dans le sens de la II^e Internationale — n'a encore osé critiquer ouvertement la ligne de Mario Soarès, dont l'aboutissement final est d'avoir couvert à Lisbonne un coup d'Etat de la droite militaire, déclenché dans des conditions parfaitement illégales au nom de la défense de la « légalité ».

Tel est le sens du 25 novembre 1975, dont les conséquences à long terme n'ont pas fini d'apparaître pour la révolution socialiste.

LA REVOLUTION PORTUGAISE ET SA REGRESSION

Otelo Saraiva de Carvalho a été arrêté le 20 janvier 1976, et conduit à la prison de Santarem.

Depuis le 25 novembre, une moitié environ des hommes du 25 avril est emprisonnée. La police du fascisme tire sur les familles et fait quatre morts devant la prison, à Custoias. L'homme par excellence du 25 avril, celui qui en a tissé et tenu tous les fils sans vouloir en tirer le pouvoir pour lui-même, n'était plus désormais qu'un individu isolé, en vêtements civils, sous surveillance policière, frappé par *l'interdiction* de prendre la parole publiquement et même d'accorder des entretiens. Qu'Otelo de Carvalho, l'homme par qui le Portugal a retrouvé la liberté, soit maintenant un proscrit dans son pays, c'est là un indice lourd de sens. Son arrestation est un degré de plus dans ce sens-là.

Tel est le « retour à la démocratie » — tel qu'il fonctionne en décembre 75 et janvier 76 à Lisbonne et à Porto.

*

* *

On revient à la question : que s'est-il passé le 25 novembre ? Quel est le sens de cette étrange journée où les différents groupes militaires, issus de l'éclatement du M.F.A. durant l'été 75, poussaient en avant leurs unités



comme autant de pions sur un échiquier, tout en donnant *le compte de leurs positions* par manifestes ou communiqués, par duels de versions ?

Une enquête renouvelée, auprès des observateurs directs, ainsi que la lecture critique de la presse, permet de mieux saisir maintenant comment les stratégies politiques ont pu jouer au cours de cette singulière journée.

Les choses commencent par une décision qui ressemble à une provocation, entremêlée à un épisode qui n'est rien d'autre, dans le contexte des dix-sept mois écoulés, qu'un incident.

La décision : c'est celle de déplacer, au commandement de la Région Militaire de Lisbonne, Otelo de Carvalho. Remplacé par Vasco Lourenço cosignataire du « Document Melo Antunes », le 7 août, et porte-parole du groupe des Neuf. Décision qui peut apparaître, dans son contexte, comme une véritable provocation, puisqu'elle est aussitôt désapprouvée par la grande majorité des unités militaires dans la Région de Lisbonne. Le groupe des Neuf, qui en août avait déclenché (et gagné) une sorte de vaste référendum dans toutes les unités du pays, autour de son Document, contredisait là ouvertement le principe sur lequel il avait établi son pouvoir sur l'armée et sur les organes de gouvernement.

L'incident: c'est la curieuse mise en état de semi-rébellion que proclament soudain les parachutistes de la Base-école de Tancos. Incident imprévu, « prétexte presque futile » dira plus tard Otelo de Carvalho. Tout commence, de ce côté-là, quand les paras se mettent à pleurer, après avoir obéi à l'ordre gouvernemental de dynamiter les émetteurs « gauchistes » de Radio-Renaissance.

On sait qu'à l'aube du 25 novembre, des éléments de la *Base-Escola de Tancos* occupent les bases aériennes de Tancos même, de Monte Real et de Montijo, et le commandement de la I^{re} Région Aérienne, à Monsanto. Le général Pinho Freire, commandant de la I^{re} Région Aérienne, s'y trouve séquestré.

A l'heure où ces événements matinaux avaient lieu, le général Otelo de Carvalho achevait d'assister à une réunion du Conseil de la Révolution. A 6 heures, s'ouvrait une discussion au siège de l'état-major du Copcon. Vers la même heure le Ralis, Régiment d'Artillerie de Lisbonne, mettait en place autour de sa propre base, qui contrôle l'autoroute du Nord, des canons anti-aériens et autoportés. Vers onze heures du matin, Otelo de Carvalho était rappelé au siège du Copcon par son chef d'état-major. Il apprenait l'étrange initiative des parachutistes. Il le confiera plus tard : « j'ai pensé aussitôt que c'était là le prétexte attendu ». La droite militaire allait faire entrer en action un dispositif préparé par un commandement opérationnel quasi clandestin, à Amadora, dans les faubourgs de Lisbonne.

Otelo de Carvalho rejoignait l'état-major du Copcon au moment où le Président Costa Gomes s'efforçait de l'atteindre au téléphone, rappelait toutes les dix minutes, lui demandait instamment de venir rechercher avec lui les solutions à la crise ainsi ouverte — par sa propre destitution... Vers quatre heures et demie Otelo rejoint donc à Belem le Président.

Mais *dans le moment même* où Otelo de Carvalho arrive au Palais présidentiel de Belem, l'état-major clandestin déclenche l'opération, qui va être



sanglante, des fameux *Commandos d'Amadora* : qu'est-il arrivé ? L'ordre est-il parti du palais même où le Président, qui est en même temps Chef d'état-major général des forces armées, est en train de conférer avec le commandant du Copcon pour tenter de retenir les parachutistes de Tancos et de trouver une issue pacifique au conflit ? Faudrait-il admettre l'hypothèse d'une duplicité présidentielle ? Ou supposer, comme le confiera Otelo de Carvalho, que « *Costa Cornes était en dehors de tout cela et qu'il s'est incliné devant eux* » ? Dans cette dernière hypothèse, on serait en face d'une offensive quasi secrète de la droite militaire en vue d'un coup d'Etat politique.

Quand Otelo de Carvalho parvient à Belem, le Président lui demande d'intervenir auprès des parachutistes pour qu'ils retournent à leurs bases, précisant même que le lendemain il ira leur parler et « leur faire des propositions » : il ajoute avoir appelé au téléphone Costa Martins — représentant de la gauche militaire — pour le charger d'une mission de médiation auprès des paras de Tancos. A 5 h, Otelo va intervenir par téléphone à son tour.

Si l'ordre de l'offensive ne vient pas du chef d'état-major général, il n'est pas venu non plus du chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Fabião, qui va démissionner à la suite de l'opération des commandos. Reste l'hypothèse d'une décision liée au double dispositif opérationnel Amadora-Belem. A Amadora : le groupe de Ramalho Eanes et Firmino Miguel (celui-ci homme de confiance de Spinola dans l'épreuve de force de juillet 1974), lié à Jaime Neves, chef des commandos, et à ce technicien efficace des transmissions qu'est Garcia dos Santos — c'est à ce dernier qu'est due l'organisation des communications dans le véritable coup du 25 novembre. A Belem, un relais politique : Loureiro dos Santos, peut-être éminence grise de l'opération. Par ce relais, le groupe d'Amadora est en liaison avec le groupe des Neuf : avec Vasco Lourenço et Melo Antunes.

Si j'étais resté au siège de l'état-major du Copcon, va confier Otelo de Carvalho, pour prendre position par téléphone par rapport à Costa Gomes, j'aurais gagné cette « bataille ». Mais, ajoutera-t-il, *j'ai évité le choc, et le commencement de la guerre civile*. « Les vrais héros, ce sont mes camarades et les forces de gauche, qui se sont rendus sans un geste. »

*
* *

Avec l'arrestation d'Otelo de Carvalho — et malgré sa remise en liberté — la Révolution portugaise d'avril a perdu, dans le chaos de ses versions, son « narrateur central ». Comme l'a montré João Martins Pereira dans une publication pourtant peu favorable à sa ligne, *O Jornal*, il était la voix fluide (et contradictoire) de la Révolution : le porte-voix, surtout, qui permettait à la Révolution portugaise de parler. Plus encore, il était celui grâce à qui, depuis le 25 avril 74, les « forces de l'ordre » ne tiraient plus sur la foule. Sa disparition politique le 25 novembre 75 a eu pour corollaire immédiat la réapparition de ce personnage devenu muet le 25 avril 74, après avoir été pendant quelques heures le dernier refuge de la



dictature fasciste : la G.N.R., la « Garde Nationale Républicaine ». A Custoias, la G.N.R. a pris position face aux familles des prisonniers de novembre, et il y a eu quatre morts.

Ici intervient l'enquête du *Comité Russell pour le Portugal*.

Né d'une initiative de la Fondation Bertrand Russell, en fin octobre 75, au moment où la menace d'une invasion militaire des spinolistes à partir du réduit franquiste n'était pas improbable, le Comité envoie sa première délégation en fin décembre. Juste à temps pour que, le 1^{er} janvier de l'année 76, celle-ci puisse *assister* à l'intervention brutale des Commandos d'Amadora devant la prison de Caxias, près de Lisbonne et, le surlendemain, *enquêter* sur l'intervention sanglante de la G.N.R. devant la prison de Custoias, près de Porto.

De cette enquête l'un des membres du Comité Russell, le député travailliste Tom Litterick, ramène à Londres le témoignage enregistré d'une jeune fille qui était présente au premier rang avec les familles des prisonniers politiques : derrière les rangs de la G.N.R., atteste-t-elle, « un homme portant un appareil radio passait, d'un homme à l'autre, *donnant des instructions*. Les gardes ont pris leurs armes. Les gens commencèrent à courir, la foule fut prise de panique. Je ne croyais pas qu'ils allaient tirer. Mon ami m'a crié de me jeter à terre. Des voix criaient : blessé, très blessé ! J'ai dit : c'est Günther, et j'ai commencé à pleurer. Il était couché face contre terre. Il était atteint dans le dos... — Quand ils ont tiré, à quelle distance étiez-vous ? •— A quinze mètres de la troupe qui tirait ». Ainsi est mort le jeune allemand venu travailler volontairement dans une coopérative agricole du Portugal libéré. A Custoias, selon un témoignage direct et non réfutable, la G.N.R. a reçu — de qui ? — *l'ordre de tirer* sur la foule des familles des prisonniers, fait quatre morts et sept blessés, dont une petite fille de quatre ans, l'enfant de l'ex-vice-premier ministre du V^e gouvernement provisoire de la République portugaise, Maria Isabel Arnao Metelo. La balle a fait éclater le ventre de la petite fille. Devant cette blessure terrible, le gouverneur socialiste de Porto a fait une seule remarque : le père ayant été transféré dans une autre prison, la présence de la mère et de l'enfant ne se justifiait pas « en ces lieux »...

Les événements sanglants de Custoias permettent malheureusement de mesurer la dégradation de l'information au Portugal. On a beaucoup parlé des « manipulations sectaires » de la presse, de la radio et de la télévision au printemps 75 : de façon courante alors, les deux grands quotidiens d'information de Lisbonne, *O Seculo* et *Diario de Noticias*, étaient appelés ironiquement « Pravda » et « Izvestia ». Soumis désormais à une « normalisation démocratique » et contrôlés par le P.P.D. et le P.S., ils ont curieusement couvert les ordres de répression. Au même moment le directeur de l'hebdomadaire indépendant de gauche *Vida Mundial*, Abeleira, a été arbitrairement destitué. Et le *Correio do Povo* (« Courrier du Peuple »), qui donnait la parole aux paysans du Nord et du Sud, a été suspendu.

Etrangement, on se demande si la « normalisation » en cours à Lisbonne ne va pas prendre le sens redoutable que ce mot a pris à Prague. Là-bas, l'homme qui avait donné la parole à tous, en 1968, est interdit de parole.



Jean-Pierre Faye
Perspectives du Comité Russell

Critique Socialiste
Numéro 25
Avril - mai - juin 1976
Pages 75 à 79

Ici, à Lisbonne, celui qui a donné la « liberté immense » de 1974 est réduit au silence. Le 20 janvier 76, était arrêté l'ex-général Otelo de Carvalho. Le 22 janvier était mis en liberté celui qui avait concurremment préparé en 1974 un putsch d'extrême-droite visant à durcir la dictature fasciste et à « sauver l'empire colonial » : le général Kaulza.

Dernier paradoxe : le porte-parole du groupe Melo Antunes à l'insu de qui semble s'être effectuée cette arrestation, ce même Vasco Lourenço qui s'est substitué à Otelo au poste de Commandant de la Région Militaire de Lisbonne, — le voici qui vient de prononcer l'éloge le plus juste : « *le peuple portugais n'oubliera jamais le rôle extraordinairement important qu'Otelo de Carvalho a joué dans la préparation du 25 avril* ».